

POLITIQUE

DES INDIGNÉ-E-S

|| NICOLAS HAERINGER



Nicolas Haeringer est sociologue, corédacteur en chef de la revue *Mouvements* (www.mouvements.info).

Fin 2011, le magazine américain *Time* faisait de la figure du manifestant la « personnalité de l'année ». Cette année aura en effet été marquée par le militantisme et ses multiples formes et répertoires d'action, de la manifestation à l'occupation, en passant par la pétition ou l'insurrection violemment réprimée, de la campagne d'action à la désobéissance civile, en passant par le mouvement social jusqu'à la révolution.

En montée progressive bien avant 2011, ce mouvement d'ampleur n'a pas pris fin avec le « Printemps arabe ». La volatilité des contextes politiques et sociaux est telle qu'il n'est pas aberrant d'envisager que des changements substantiels (que l'on pense à la répression criminelle que subissent les Syriens, aux tensions post-révolutionnaires en Égypte ou aux troubles en Russie, ou encore aux derniers soubresauts de la crise économique, sociale et financière en Europe) surviennent encore.

TRIPLE VAGUE MILITANTE

Ces dynamiques restent certes suffisamment récentes pour rendre délicate toute velléité d'analyse précise et articulée de leur portée historique. Il est cependant possible de dégager quelques éléments quant à leur signification actuelle. Ces mouvements et dynamiques peuvent être répartis en trois vagues. La première, et sans doute la plus marquante, est celle des révolutions arabes. En quelques semaines, l'insurrection s'est propagée de Sidi Bouzid et Kasserine, dans l'ouest de la Tunisie, à l'ensemble du pays jusqu'à emporter son dictateur ; elle s'est ensuite déplacée vers l'est, en Libye, en Égypte, en Syrie, mais aussi au Yémen ou à Bahreïn, emportant avec elle au moins un autre président-dictateur – Moubarak – et aboutissant, via une

intervention militaire controversée, à mettre fin au régime de Kadhafi. Cette séquence constitue un élan historique majeur. Elle s'apparente à des événements tels que l'effondrement du bloc soviétique entre 1989 et 1991, à la fin des dictatures en Amérique latine au début des années 1980, à la vague de démocratisation en Afrique dans les années 1990 ou, moins récemment, aux révolutions européennes de 1848 et aux guerres de libération latino-américaines du début du XIX^e siècle¹.

Le mouvement des Indignés représente la deuxième vague. Ses acteurs se sont directement inspirés des Égyptiens de la place Tahrir ou des Tunisiens rassemblés à Tunis dans les sit-in de la Kasbah, en même temps qu'ils soutenaient ces derniers dans leur lutte, certes autrement plus vitale et dangereuse à la fois. À partir de Madrid, le 15 mai 2011, le mouvement des Indignés a gagné une bonne partie de l'Europe du Sud : l'Espagne donc, mais aussi le Portugal et la Grèce (ainsi, que, dans une moindre mesure, l'Italie et la France), avant de s'étendre au-delà de l'Europe, en Israël et jusqu'au Chili, tout en parvenant à résonner avec le mouvement (antérieur) des « Y'en a marre » sénégalais.

Quelques mois plus tard, une troisième vague s'est déclenchée, en même temps que renouvelée, après que, le 17 septembre, quelques centaines de militants ont occupé un parc du sud de Manhattan, à New York : ils initiaient ainsi la dynamique "Occupy Wall Street" qui a elle-même rapidement essaimé. Loin de se cantonner aux régions traditionnellement progressistes (le nord de la côte Est et la baie de San Francisco), les occupations se sont étendues à l'ensemble du pays, puis à l'espace anglo-saxon, et même au-delà², à tel point qu'il est plus juste de parler d'"Occupy Everywhere" que d'"Occupy Wall Street".

Ces deux vagues n'ont à l'évidence pas provoqué des bouleversements équivalents aux révolutions arabes. Du moins ne sont-elles pas à l'origine de massacres de milliers de citoyens par les polices et armées des régimes en place.

Les lignes qui suivent ne traiteront que de ces deux dernières vagues, en se centrant sur les traits communs aux Indignés et aux militants de la dynamique "Occupy" et sur leur rapport aux questions (et acteurs) politiques « traditionnelles ». Ce choix est sans aucun doute l'une des principales limites de cet article : les liens entre ces mouvements (et, à l'intérieur même de ces mouvements, entre des Indignés israéliens, espagnols ou français) n'ont rien de naturel ou d'évident, même si leurs acteurs les revendiquent comme tels ; loin d'être acquis, ils sont en cours de construction. Et cette construction ne pourra se faire sans identifier ni assumer ce qui les distingue, aussi bien dans les choix organisationnels que dans leurs contextes réciproques. Nous insistons autant, sinon plus, sur les aspects organisationnels (autrement

¹ Voir, sur le sujet, l'éditorial de Perry Anderson, "On the Concatenation in The Arab World", *New Left Review*, n° 68, avril 2011.

<http://newleftreview.org/?page=article&view=2883>

² Voir la liste, sans doute non exhaustive, des occupations recensées à ce jour : http://en.wikipedia.org/wiki/List_of_Occupy_movement_protest_locations (consulté le 22 décembre 2011).

dit micropolitiques) de ces mobilisations que sur leurs revendications : le refus de dissocier les pratiques et les expériences micropolitiques des éléments macropolitiques apparaît en effet comme constitutif du mouvement des Indignés comme d'« Occupy ».

LA QUESTION DES REVENDICATIONS

L'une des critiques récurrentes à laquelle font face ces dynamiques porte sur leur absence de « débouchés » politiques. Elle est régulièrement formulée sous la forme de questionnement : « Quel est votre programme ? », « Que proposez-vous ? », « Qu'attendez-vous des États (ou de l'Union européenne) ? »...

Les revendications sont pourtant loin d'être absentes, ou cachées. Elles sont certes souvent formulées de manière générale (et plutôt consensuelle), qu'elles concernent le droit au logement, la précarité ou encore l'entrée dans la vie professionnelle. Depuis le succès d'« Occupy Wall Street », elles ciblent également les oligarchies, les grandes banques et la finance, autour de l'affirmation identitaire « Nous sommes les 99 % », autrement dit la grande majorité des citoyens de ce monde qui vit comme elle peut, à côté d'une infime minorité qui détient l'essentiel des richesses et du pouvoir. Cette affirmation, par sa nature très générale comme par sa puissance symbolique, n'est pas sans rappeler un autre slogan, au cœur de la première phase du mouvement altermondialiste – « Un autre monde est possible » –, qui avait permis de rassembler un ensemble vaste et hétérogène d'individus, d'associations, d'ONG et de syndicats dans des campagnes et des rassemblements communs.

Bien sûr, des revendications ne valent pas programme. Mais elles s'accompagnent ici d'actions directes systématiques, qu'elles soient légales ou de désobéissance civile : en Espagne comme aux États-Unis, les militants ouvrent désormais des squats dans lesquels ils logent des familles ou individus ; les militants américains ont lancé une campagne appelant leurs concitoyens à changer de banque, etc. Le refus de céder face à l'injonction programmatique est un élément central de ces dynamiques. Et on peut penser qu'il ne s'agit pas d'un « stade » initial du développement de ces mouvements, qui finiraient inévitablement par s'institutionnaliser et se rapprocher du jeu politique traditionnel.

Le lien indissociable entre des revendications (formulées de manière générale) et des expériences novatrices (par la construction d'une communauté de vie à partir de l'occupation ou dans d'autres lieux ainsi que par la désobéissance civile) a également sa source dans la méfiance et la distance que ces dynamiques entretiennent vis-à-vis

des acteurs de la politique « traditionnelle ». En Europe, les partis politiques dits « de gouvernement », de droite comme de gauche, s'accordent sur la nécessité de réduire l'endettement public par l'austérité. Dans plusieurs pays, ces plans ont été mis en œuvre par des gouvernements socialistes ou sociaux-démocrates : au Portugal, en Espagne ou en Grèce. Les Indignés les ont donc pris pour cibles. Mais les partis ne sont pas leur unique cible. Dans les pays, comme l'Espagne, où les syndicats ont accepté de signer des accords entérinant l'austérité, les Indignés se situent également contre d'autres types d'acteurs politiques, qu'ils appartiennent à la sphère syndicale ou associative.

Autrement dit, le refus du jeu de la politique institutionnelle signifie que le rapport de force que ces mouvements construisent n'a pas pour objectif de donner du poids à des revendications qui finiraient par être discutées lors de négociations bipartites. Dès lors, ces revendications n'ont pas à prendre la forme d'un ensemble de mesures qui pourraient être appliquées par d'autres. Elles font ainsi une place plus grande à l'autonomie, à l'éthique du *do it yourself* (dont la forme politique allie désobéissance civile et construction de communautés de vie alternatives) et à la « préfiguration ».

Par « espaces de préfiguration », il faut entendre que ces militants n'entendent pas formuler des revendications qui auraient pour unique vocation d'être discutées, reprises et traduites en politiques publiques par les différents partis et leurs élus, à l'image de ce qui se fait habituellement. Ils entendent au contraire expérimenter, à l'échelle d'une place ou d'un square, des formes solidaires d'alternative à un système qu'ils rejettent. La traduction concrète de cette aspiration à la préfiguration se fait de deux manières : par la désobéissance civile (à commencer par l'acte d'occupation) et par la construction d'une communauté de vie (sur le lieu de l'occupation comme ailleurs – les Indignés de Madrid squattent ainsi un hôtel, tandis que les militants de New York se sont alliés au collectif "Occupy Homes" pour ouvrir de nombreux squats).

UNE GOUVERNANCE INTERNE EN RUPTURE AVEC LA DÉMOCRATIE REPRÉSENTATIVE

La question du rapport que ces mouvements entretiennent avec la politique ne peut donc être envisagée à partir des seules revendications. Il est en effet indispensable d'accepter de regarder ce dont ils sont porteurs dans leurs choix organisationnels et leurs pratiques de gouvernance interne.

Les occupations des Indignad@s et d'"Occupy Wall Street" sont à la fois des outils de revendications politiques et des lieux d'expérimentation

sociale : l'occupation est censée préfigurer une société autre. Cette hybridation permet de répondre à une aspiration croissante qui ne se cantonne plus à des milieux marginaux ou à des comportements jugés « déviants », mais choisit de transformer la société en changeant ses comportements individuels sans pour autant renoncer à l'action politique.

Dans les assemblées générales, lorsque les points de vue sont échangés, le « nous » est remplacé par le « je ». Ce glissement ne signifie pas pour autant que les occupations sont des espaces de mise en scène d'une confrontation des egos. L'idée est au contraire de créer du collectif et de la solidarité à partir de l'autonomie de chacun³. Les occupations sont le prétexte à une exploration très dense du consensus (et à un apprentissage de son *ethos*) comme alternative à la démocratie « agonistique », où le vote est la procédure de décision privilégiée, sinon unique.

Ils viennent ainsi prolonger radicalement les expérimentations altermondialistes. En effet, dans le mouvement altermondialiste, le consensus avait été choisi par nécessité : il s'était imposé comme l'unique manière de construire des coalitions souples et pérennes d'acteurs très hétérogènes. Les coalitions pouvaient ainsi rassembler des mouvements comptant des centaines de milliers de militants comme Via Campesina, des organisations bien moins massives représentatives d'une cause très symbolique, tels les réseaux des peuples et tribus indigènes, et de petits collectifs spécialisés dans la contre-expertise. Voter aurait abouti à faire exploser ces espaces de coordination (compte-t-on une voix par mouvement ou organisation ou bien une voix par adhérent ?) là où le consensus offrait des perspectives nouvelles.

Les mouvements actuels cherchent bien plus explicitement à rompre avec la démocratie représentative. Leur expérience du consensus est donc différente : il ne s'agit plus d'un consensus entre organisations (qui peut être pondéré par différents critères, plus ou moins implicites), mais d'un consensus entre individus, autrement dit (en théorie) entre stricts égaux. Des barrières subsistent cependant, qui peuvent parfois être sources de vives tensions. Elles peuvent être liées à un manque de formation et de pratique du consensus (qui pousserait certains participants à monopoliser la parole, à exercer leur droit de veto, y compris en cas de désaccord mineur, ou bien à interrompre d'autres participants). Mais elles peuvent être plus structurelles : le fait qu'un collectif déclare fonctionner par consensus ne signifie pas que toutes les discriminations (de genre, sociales ou raciales) sont immédiatement supprimées. Si le groupe n'en a pas conscience, les discriminations peuvent même être renforcées⁴. Ce qui marque ce

3 | Dans son ouvrage *Freedom Is an Endless Meeting*, la sociologue et politiste américaine Francesca Polletta montre, à partir de l'expérience du mouvement féministe ou encore du mouvement pour les droits civiques, les apports organisationnels du fonctionnement par consensus et du refus de la délégation, même s'il est, en apparence, bien moins efficace que le vote et la représentation.

4 | Voir sur le sujet l'article de Jo Freeman, "The Tyranny of Structurelessness" : <http://www.jofreeman.com/>

consensus n'est ni le compromis ni l'unanimité, mais le renoncement à exercer son droit de veto. Pour que ce renoncement soit réel, chaque participant à une assemblée doit disposer d'un droit de veto effectif.

Chez les Indignad@s comme à "Occupy Wall Street", les participants peuvent être membres de syndicats, de mouvements, voire de partis politiques, mais ils ne peuvent s'exprimer qu'en leur nom propre. Les assemblées sont construites autour du refus de pondérer le droit de veto. On se retrouve donc face à un agrégat de subjectivités dont aucune n'a de validité supérieure à une autre : le veto n'est plus un outil auquel on peut recourir pour négocier un compromis acceptable puisqu'il se déplace vers un niveau quasi moral – je peux bloquer, seul, la décision d'une assemblée de plusieurs centaines, sinon milliers, de participants si je considère qu'elle est en contradiction avec les principes fondateurs du groupe ; autrement dit, je ne bloque une décision que dans le cas où je n'aurais d'autre solution que de quitter le groupe si la proposition était acceptée.

La pratique altermondialiste tranche avec la démocratie représentative au moment de la prise de décision : le vote est remplacé par la recherche du consensus. Mais la décision reste construite par l'échange de points de vue contradictoires, à partir desquels un compromis est recherché. Dans le cas des occupations, le consensus ne s'oppose pas au seul vote, mais à l'ensemble du processus qui le précède – la démocratie agonistique. L'enjeu ici n'est pas de convaincre l'assemblée que l'on a raison face à un adversaire – quitte à disqualifier son propos –, mais de construire, à partir de points de vue divers, une décision commune.

Il n'est alors pas étonnant que ce processus débouche publiquement sur des revendications extrêmement larges et fédératrices, tout en donnant l'impression de fuir tout rapprochement, même partiel et limité dans le temps, avec les acteurs politiques « traditionnels ». Ces revendications s'accompagnent d'un discours plus général de rejet du « système », accentuant ainsi les critiques des acteurs et des observateurs soucieux de faire émerger (ou de devoir répondre à) des propositions concrètes de réforme des institutions ou des politiques publiques. On peut cependant penser que ce discours anti-système n'est pas un nouvel avatar des discours de rejet classiques aisément solubles dans des discours au populisme simpliste (dont sont friandes les extrêmes droites européennes) : il est une porte d'entrée vers la construction de liens entre les questions sociales et l'aspiration à une démocratie *réelle* (Democracia Real Ya !, « Démocratie réelle maintenant ! », l'autre nom du mouvement des Indignés).

LES INDIGNÉS, NOUVEAU SOUFFLE DES ALTERS ?

Il n'est cependant pas improbable que l'évolution de ces dynamiques dans les prochains mois soit similaire à la manière dont s'est construit et renforcé l'altermondialisme – avant son essoufflement récent – et qu'elles finissent par en constituer une nouvelle étape.

Le succès de la dynamique altermondialiste reposait en effet sur la conjonction de trois dynamiques différentes : la capacité à construire des mobilisations nombreuses dans différentes régions du monde et connectées les unes aux autres ; le renouvellement des cadres d'interprétation et d'énonciation des injustices ; des innovations formelles majeures. À la fin des années 1990, le mouvement altermondialiste est parvenu à allier des mobilisations transnationales (via des déplacements massifs de militants pour une manifestation ou un forum), à construire un discours permettant de pointer les liens entre les décisions et les politiques des institutions internationales et des situations sociales dans des contextes très différents, tout en inventant de nouvelles formes de coordination, à commencer par le Forum social mondial et les « alliances » citoyennes. On retrouve certaines de ces dynamiques à l'œuvre dans les mouvements récents.

De la Puerta del Sol à Manhattan, les militants actuels ont réussi à organiser un cycle de mobilisations locales, mais connectées par un imaginaire, des slogans et des référents communs. Ils ont engagé un long travail de construction de cadres d'interprétation permettant de pointer les injustices engendrées par la crise économique et financière et renforcées par les réponses qu'y apportent la plupart des gouvernements. Enfin, en se livrant à une intense exploration du consensus et de l'horizontalité, ils pourraient bien faire émerger des formes de coordination nouvelles, qui ne seraient plus seulement transnationales, mais translocales. ■

